

de types de situations proposés au tirage au sort, sur l'aménagement du poste de travail, sur la présentation du sujet lui-même. Dans ce dernier cas, on veillera à ce que les capacités expérimentales évaluées prévues dans le sujet ne soient pas modifiées.

Rappel des textes

- Définition de l'épreuve : note de service n° 2002-142 du 27 juin 2002 (B.O. n° 27 du 4 juillet 2002) modifiée par un rectificatif du 2 août 2002 (B.O. n° 31 du 29 août 2002) pour le dernier alinéa relatif à l'épreuve orale de contrôle et la note de service n° 2004-058 du 29 mars 2004 (B.O. n° 15 du 8 avril 2004).
- Utilisation des calculatrices : note de service n° 99-186 du 16 novembre 1999 (B.O. n° 42 du 25 novembre 1999).

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte parole du Gouvernement
et par délégation,
Le directeur général de l'enseignement scolaire
Jean-Louis Nembrini

Enseignements élémentaire et secondaire

Baccalauréat

Épreuve de sciences de la vie et de la Terre de la série S : évaluation des capacités expérimentales, session 2009, en Nouvelle-Calédonie et dans certains lycées français à l'étranger des pays de la zone Sud

NOR : MENE0921396N

RLR : 544-0a

note de service n° 2009-133 du 5-10-2009

MEN - DGESCO A1

Texte adressé aux ambassadrices et ambassadeurs de France ; à la rectrice de l'académie de Poitiers ; au vice-recteur de Nouvelle-Calédonie ; aux chefs d'établissement ; aux professeures et professeurs

Cette note de service a pour objet de publier la liste des vingt-cinq situations d'évaluation retenues pour l'évaluation des capacités expérimentales en sciences de la vie et de la Terre pour la session 2009 du baccalauréat, série scientifique, en Nouvelle-Calédonie et dans les lycées français à l'étranger de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, à l'exception de celui de Brasilia, du Chili, du Costa Rica, du Pérou et de l'Uruguay.

Les vingt-cinq situations d'évaluation retenues sont extraites de la banque nationale. Elles sont transmises aux établissements sur support cédérom. Le chef d'établissement met le cédérom à la disposition des professeurs dès la publication de la présente note de service.

Liste des vingt-cinq situations d'évaluation des capacités expérimentales de la session 2009 (identifiées par un code)

Enseignement obligatoire

09 B.O. 23 ; 09 GO 24 v1 ou v2 ou v3 ; 09 B.O. 20 ; 09 B.O. 22 ; 09 GP 15 v1 ou v2 ; 09 GN 13 ; 09 GO 17 v1 ou v2 ; 09 GO 16 v1 ou v2 ; 09 GP 16 ; 09 BP 17 ; 09 B.O. 12 v1 ou v2 ; 09 BN 19 ; 09 BP 25 ; 09 BP 22 AP ou 09 BP 22 S ; 09 BP 18 ; 09 GO 10.

Enseignement de spécialité

09 GO 07 ; 09 GP 14 ; 09 BP 13 v1 ou v2 ; 09 BN 01 ; 09 B.O. 01 ; 09 BP 11 v1 ou v2 ; 09 BP 06 ; 09 BP 04 ; 09 B.O. 02 v1 ou v2.

Sélection des situations d'évaluation et déroulement de l'évaluation

L'attention des personnels de direction est attirée sur leur responsabilité dans le pilotage de cette évaluation, notamment pour la validation du dispositif d'organisation de l'épreuve et l'établissement des convocations.

L'attention des professeurs est attirée sur la stricte confidentialité afférente à la préparation de cette épreuve d'examen, confidentialité s'appliquant à la sélection de situations d'évaluation opérée par l'établissement, ainsi qu'aux fiches barèmes et aux fiches destinées aux examinateurs, documents strictement professionnels accompagnant tous les sujets.

La sélection des situations d'évaluation et le déroulement de l'évaluation doivent être conduits conformément à la définition de l'épreuve (note de service n° 2004-028 du 16 février 2004, B.O. n° 9 du 26 février 2004) et aux recommandations du guide d'utilisation de la banque de situations. Dans chaque établissement, les professeurs, sous la responsabilité du chef d'établissement, choisissent pour leur lycée les situations nécessaires parmi les vingt-cinq retenues pour cette année, présentes sur le cédérom. Le choix est guidé par les équipements disponibles dans les lycées et les apprentissages mis en œuvre, étant entendu que les élèves peuvent avoir à exercer les compétences acquises sur des supports pédagogiques différents de ceux de l'enseignement reçu.

Les sciences de la vie et les sciences de la Terre sont obligatoirement représentées dans cette sélection. Pour le programme d'enseignement de spécialité, deux sujets au moins doivent être proposés.

Aucune modification ne doit être apportée aux sujets. Certaines adaptations ponctuelles peuvent être nécessitées par la prise en compte des spécificités de l'établissement en matériel et équipements disponibles. Ces adaptations ponctuelles ne pourront concerner que les fiches documents, les fiches protocoles ou les fiches destinées au laboratoire. Elles devront être proposées au correspondant de la discipline qui les validera ou non, sous réserve :

- que la fiche « sujet-candidat » présente sur le cédérom n'ait pas été modifiée ;
- que soient inchangées les capacités évaluées.

Absence, dispense et aménagement de la partie pratique de l'évaluation des capacités expérimentales

Il est rappelé que les instructions de la note de service n° 2002-278 du 12 décembre 2002 (parue au B.O. n° 47 du 19 décembre 2002), relative aux absences et aux situations particulières pour lesquelles une dispense de l'évaluation des capacités expérimentales en sciences physiques et chimiques peut être autorisée, s'appliquent également à l'évaluation des capacités expérimentales en sciences de la vie et de la Terre.

Les élèves présentant un handicap pour lequel le médecin de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées n'a pas préconisé une dispense de la partie pratique de l'épreuve, mais a préconisé un aménagement, passent l'épreuve à partir d'une sélection de situations d'évaluation adaptées à leur handicap et déterminées en fonction de la liste ci-dessus. En fonction de l'avis médical, les adaptations peuvent porter sur le choix de types de situations proposés au tirage au sort, sur l'aménagement du poste de travail, sur la présentation du sujet lui-même. Dans ce dernier cas, on veillera à ce que les capacités expérimentales évaluées prévues dans le sujet ne soient pas modifiées.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte parole du Gouvernement
et par délégation,
Le directeur général de l'enseignement scolaire
Jean-Louis Nembrini

Enseignements élémentaire et secondaire

Protection du milieu scolaire

Sécurisation des établissements scolaires et suivi de la délinquance

NOR : MENE0922207C

RLR : 552-4

circulaire n° 2009-137 du 23-10-2009

MEN - DGESCO B3-1

Texte adressé au préfet de police ; à la préfète et aux préfets de région ; aux préfètes et préfets de département ; aux rectrices et recteurs d'académie ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale (pour attribution) ; au préfet, directeur général de la police nationale ; au général d'armée, directeur général de la gendarmerie nationale ; au secrétaire général du comité interministériel pour la prévention de la délinquance (pour information)

Références : protocole d'accord Intérieur-Éducation nationale signé le 4-10-2004 à Dreux ; loi n° 2007-297 du 5-3-2007 relative à la prévention de la délinquance ; allocution du président de la République du 18-3-2009 à Gagny ; instruction du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales du 24-3-2009 ; discours du président de la République du 28-5-2009 ; circulaire NOR/IOCK/0912892/J du 8-6-2009

Lieu par excellence de transmission des savoirs et d'apprentissage des valeurs de la République, l'école doit assurer aux élèves et à la communauté éducative un cadre structurant et protecteur, garant de l'égalité des chances.

L'école n'échappe pas aux formes nouvelles de délinquance. Ceux qui y travaillent comme ceux qui la fréquentent en sont trop souvent les premières victimes. Intrusion en bandes, introduction et utilisation d'armes dans l'enceinte scolaire ou à sa proximité immédiate, agression violente à l'égard des personnels et des élèves sont des faits de délinquance qui perturbent l'ordre scolaire et fragilisent les établissements touchés.

C'est pourquoi, afin de prévenir et de lutter efficacement contre ces faits particulièrement graves, il est nécessaire de donner un nouvel essor aux politiques partenariales engagées entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales. La sanctuarisation des établissements d'enseignement constitue notre objectif commun.

Pour cela, un dispositif de sécurité approprié doit être mis en place. Il appartient aux services de sécurité, sous l'autorité des préfets, et en concertation avec les responsables de l'Éducation nationale, de conduire une démarche partagée qui permette tout à la fois de rassurer les élèves, les parents et les professeurs, d'entraver la liberté d'action des auteurs de troubles et de les interpeller pour les traduire en justice.

Le dispositif mis en œuvre ne doit pas être circonscrit aux seuls bâtiments scolaires. Il doit également intégrer un contrôle adapté de l'environnement scolaire et la maîtrise du secteur d'implantation de l'établissement. Il s'agit, en s'appuyant sur les dispositions déjà en vigueur, de les adapter très précisément à chaque situation.

Par ailleurs, un suivi étroit des faits de violence doit permettre le réajustement des mesures prises si l'évolution de la situation le requiert.

1 - La réalisation des diagnostics de sécurité des établissements scolaires

Dans les 184 établissements du second degré qui, par leur environnement, sont les plus exposés aux intrusions et aux violences graves, les diagnostics de sécurité déjà réalisés devront aboutir, au cours de l'année scolaire 2009-2010, à la mise en œuvre concrète de leurs préconisations. Les équipes de direction arrêteront, pour chaque établissement, un plan de sécurité appuyé sur un partenariat renforcé avec la police ou la gendarmerie, en veillant à y associer l'ensemble de la communauté éducative.

Par ailleurs, la réalisation des diagnostics de sécurité doit être achevée dans l'ensemble des établissements scolaires pour la fin de l'année 2010. Ces diagnostics sont établis en concertation par le chef d'établissement et son correspondant « sécurité-école », en prenant appui sur le document intitulé « Guide pour un diagnostic de sécurité d'un établissement scolaire » mis en ligne sur le site www.eduscol.education.fr.

Pour les établissements les plus exposés aux faits de violence, un diagnostic complémentaire de sûreté sera réalisé par les référents sûreté de la Police ou de la Gendarmerie spécialement formés, dans leur zone de compétence respective. A partir d'une analyse circonstanciée et exhaustive des points de vulnérabilité de l'établissement, il préconisera des mesures techniques, qui pourront inclure des dispositifs de vidéo-protection.

2 - Les correspondants sécurité-école (« policiers ou gendarmes-référents »)

Les services de police et les unités de gendarmerie ont d'ores et déjà désigné des « correspondants sécurité-école » (un titulaire et un suppléant) pour tous les établissements scolaires du second degré situés sur leur ressort de compétence, voire pour certains établissements scolaires du premier degré. Il importe que ces correspondants soient clairement identifiés par leurs partenaires de l'Éducation nationale qui doivent disposer de leurs coordonnées pour les joindre en cas de nécessité.

La rentrée scolaire constitue un moment privilégié pour reprendre contact, arrêter les modes de relation qui doivent prévaloir pendant l'année et fixer le rythme des rencontres et la nature des échanges ainsi que le calendrier des interventions de ces correspondants dans l'établissement scolaire.

3 - Les opérations de sécurisation aux abords des établissements

Elles peuvent être conduites à l'initiative des services de police ou de gendarmerie, des autorités académiques ou à la demande du chef d'établissement au vu des informations recueillies et mises en commun.

Bien ciblées dans le temps, ces opérations visent à interpeller les auteurs de violences, de racket ou d'infractions à la législation sur les stupéfiants et à rétablir la sérénité au sein de la communauté éducative.

Elles pourront se poursuivre au sein des moyens de transport collectif si la situation le requiert. Elles seront effectuées en coordination avec l'action conduite par la police municipale, lorsqu'elle existe.

Ces interventions seront complétées par l'action des équipes mobiles de sécurité constituées au sein des académies.

Ces équipes mixtes, composées de personnels aux compétences diverses dans les domaines de l'éducation et de la sécurité, placées sous l'autorité des recteurs, auront un rôle d'intervention immédiate dans les établissements en cas d'incidents graves, de protection et de surveillance ainsi que d'accompagnement des équipes éducatives. Le ministre de l'Éducation nationale précisera leurs missions par une circulaire spécifique.

4 - La formation aux problématiques de sécurité et à la gestion de crise.

Pour accompagner le plan de sécurisation des établissements scolaires, le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Intérieur élaborent un plan de formation aux problématiques de sécurité et - pour les personnels les plus exposés - à la gestion de crise. L'Institut des hautes études de la sécurité et l'École supérieure de l'Éducation nationale ont signé une convention cadre définissant leur coopération en la matière. Un cahier des charges national des formations est en cours d'élaboration. L'I.N.H.E.S. et l'E.S.E.N. assureront directement la formation des personnels les plus exposés et celle des chefs des équipes mobiles de sécurité. Les académies assureront la formation des personnels de direction et celle des personnels des équipes mobiles de sécurité. Elles assureront également à l'intention des policiers et gendarmes référents des séances de présentation de l'Éducation nationale et des établissements scolaires.

5 - Le suivi de la délinquance

Conformément à la circulaire du 8 juin 2009 visée en référence, les préfets organiseront, dans le cadre de l'état-major départemental de sécurité, selon une périodicité qu'il leur appartiendra de définir, des réunions coprésidées par le préfet et le procureur, en présence des inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale. À partir de bilans réactualisés prenant en compte les difficultés rencontrées localement, ces réunions seront destinées à donner des directives opérationnelles aux chefs des services de police et de gendarmerie et aux responsables d'établissements scolaires.

Le président du conseil général ou son représentant, les maires concernés et les représentants des associations intervenant en milieu scolaire ainsi que les correspondants police et gendarmerie « sécurité-école » pourront être associés à ces réunions.

Pour assurer le pilotage des services, vous trouverez ci-joint deux tableaux permettant le suivi de la délinquance générale et de la délinquance dont les établissements scolaires sont victimes.

Le premier, qui est une extraction de l'état statistique 4001, sera renseigné par la direction centrale de la police judiciaire et sera transmis aux préfets par cette dernière, avec la synthèse de l'état 4001 envoyée vers le 6 de chaque mois.

Le second, renseigné mensuellement par les inspecteurs d'académie, sera directement adressé par les recteurs d'académie aux préfets pour la même date.

Nous savons pouvoir compter sur votre engagement afin que des mesures adaptées soient immédiatement mises en œuvre dans les meilleures conditions possibles.

Vous rendrez compte, pour le 1er novembre 2009, sous le double timbre des deux cabinets, des mesures prises et des difficultés éventuelles que vous auriez pu rencontrer.

Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement

Luc Chatel

Le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales

Brice Hortefeux

Annexe

	Lieu Victimes							Auteurs				Conséquences ou suites données par l'établissement					
	Établ.				Abords	Trajet	Autre (1)	Élèves		Personnel(s)	Autre (s)	Interne à l'étab.	PNI/GN		Parquet (3)	Conseil Général (4)	Maire (5)
	Fc	CLG	LEGT	LP				F	G				Plainte	signalément (2)			
FAITS DE VIOLENCES EN MILIEU SCOLAIRE DÉCLARÉS PAR LES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT																	
Atteintes aux personnes																	
Violences physiques sans arme (avec soins médicaux)																	
Violences physiques avec arme ou arme par destination																	
Menaces avec armes ou armes par destination																	
Violence sexuelles (dont viols)																	
Atteintes aux biens																	
Vois ou tentatives de vois																	
Racket																	
Dégradations de locaux et matériels (dont incendies ou tentatives)																	
Atteintes à la sécurité de l'établissement																	
Intrusions (individuelles/en bandes)																	
Port d'armes																	

(1) Gymnase, stade, sortie scolaire etc.
 (2) Main-courante (main-courante ou renseignement judiciaire)
 (3) Signalement direct de l'établissement au Parquet (art. 40)
 (4) Réf. : loi réformant la protection de l'enfance 6 mars 2007
 (5) Réf. : loi relative à la prévention de la délinquance 5 mars 2007

MOIS :	FAITS CONSTATES					FAITS ELUCIDES					TAUX ELUCIDATION (1)					PERSONNES MISES EN CAUSE				
	jun-09	jun-08	Evolution (%)	12 derniers mois	12 mois précédents	Evolution (%)	jun-09	jun-08	Evolution (%)	12 derniers mois	12 mois précédents	Evolution (en points)	jun-09	jun-08	Evolution (%)	12 derniers mois	12 mois précédents	Evolution (%)		
CRIMES ET DELITS ENREGISTRÉS ET ACTIVITÉS DES SERVICES DE POLICE ET DES UNITÉS DE GENDARMERIE																				
Plaintes (ensemble des faits constatés hors IRAS)																				
Délinquance de proximité																				
Atteintes aux biens																				
<i>Dont vols liés aux véhicules</i>																				
<i>Dont cambriolages</i>																				
Atteintes volontaires à l'intégrité physique																				
Violences physiques crapuleuses																				
<i>Dont vols violents sans arme</i>																				
<i>Dont vols violents avec armes</i>																				
Violences physiques non crapuleuses																				
<i>Dont violences à dépositaire de l'autorité</i>																				
Violence sexuelles (viols et agressions)																				
Infractions révélees par l'action des services																				
<i>Dont infractions à la police des étrangers</i>																				
<i>Dont infractions à la législation sur les stupéfiants</i>																				
<i>Dont port d'armes prohibé</i>																				

(1) Le taux d'éluclidation est le rapport entre faits constatés et faits élucidés. Il correspond à une fréquence d'éluclidation. Un fait élucidé ne correspond pas nécessairement au même fait constaté le même mois

Enseignements élémentaire et secondaire

Activités éducatives

21ème Semaine de la presse et des médias dans l'école

NOR : MENE0922269C

RLR : 554-9

circulaire n° 2009-145 du 14-10-2009

MEN - DGESCO B2-3

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie, inspectrices et inspecteurs pédagogiques régionaux ; aux déléguées et délégués académiques à l'éducation artistique et à l'action culturelle ; aux coordonnatrices et coordonnateurs du centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information ; aux inspectrices et inspecteurs de l'Éducation nationale ; aux principales et principaux ; aux proviseurs

La vingt et unième Semaine de la presse et des médias dans l'école se déroulera du lundi 22 au samedi 27 mars 2010 en France métropolitaine. Dans les collectivités d'outre-mer, les dates et les modalités de cette manifestation sont arrêtées par chaque recteur.

La Semaine de la presse et des médias dans l'école a pour but de favoriser la rencontre entre le monde éducatif et les professionnels des médias et de développer chez les élèves une attitude critique et réfléchie vis-à-vis de l'information. Depuis juillet 2006, l'éducation aux médias figure dans le socle commun de connaissances et de compétences que tout élève doit maîtriser en fin de scolarité obligatoire (article D. 122-1 du code de l'Éducation et son annexe, issu du décret n° 2006-830 du 11 juillet 2006). Elle rejoint à ce titre l'objectif poursuivi par le centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (CLEMI), chargé de l'éducation aux médias dans l'ensemble du système éducatif (décret n° 93-718 modifié du 28 mars 2007). Le CLEMI assure ainsi une veille sur la place de l'éducation aux médias dans les programmes d'enseignement (premier et second degrés) et en propose un recensement complet qui peut être consulté sur son site internet www.clemi.org

La Semaine de la presse et des médias dans l'école, en tant qu'action éducative en lien avec les apprentissages fondamentaux, vise donc à promouvoir une démarche d'éducation aux médias qui se veut globale et cohérente. À ce titre, il est souhaitable qu'elle soit intégrée au projet d'école ou d'établissement.

La Semaine de la presse et des médias dans l'école repose sur trois principes majeurs :

I - Le partenariat

Plusieurs institutions et entités publiques et privées sont associées : le système éducatif, les médias d'information, La Poste et sa filiale Société de traitement de presse (S.T.P.). L'institution scolaire assure l'accueil des moyens d'information dans toute leur diversité et le travail pédagogique avec les élèves (débat, ateliers, concours, panoramas de presse, etc.) ; les éditeurs de presse garantissent le nombre et la date de parution des quotidiens et des magazines mis à la disposition des établissements ; La Poste et la S.T.P. assurent l'acheminement des exemplaires de journaux et de magazines.

II - Le volontariat

Chacun est libre de s'associer à la Semaine de la presse et des médias dans l'école et décide de son degré d'implication dans l'opération. Enseignants, élèves, éditeurs de presse et professionnels des médias acceptent de s'engager dans cette opération afin d'enrichir leur connaissance et leur compréhension mutuelles.

III - La gratuité

Les éditeurs de presse offrent plus d'un million d'exemplaires de leurs publications et financent cet acheminement. Les journalistes se déplacent bénévolement pour participer aux conférences et aux tables rondes organisées dans les établissements scolaires. La Poste prend à sa charge une partie du coût des envois postaux.

Thématique

Cette année, les participants sont invités à travailler le thème : « **Qui fait l'info ?** ». Il s'agit pour les enseignants et leurs élèves de s'interroger sur les problématiques liées aux sources et au statut de l'information, à la déontologie des journalistes, à la différence entre communication et information ainsi qu'à la fonction de la publicité dans les médias.

Pilotage

La Semaine de la presse et des médias dans l'école est une initiative du ministère de l'Éducation nationale. L'opération est coordonnée par le CLEMI, en partenariat avec les professionnels des médias, La Poste et la S.T.P. Dans chaque académie, elle est placée sous la responsabilité du recteur qui en anime la cellule de coordination. Elle comprend les différents acteurs concernés par l'opération : les coordonnateurs académiques du CLEMI, les associations péri-éducatives, les centres régionaux et départementaux de documentation pédagogique lorsqu'ils y

sont associés, etc. La cellule de coordination est également chargée de l'organisation matérielle, du suivi pédagogique et de l'évaluation académique de la Semaine de la presse et des médias dans l'école. Elle peut intégrer, le cas échéant, des professionnels des médias particulièrement investis dans l'opération.

Procédures d'inscription

L'inscription est obligatoire et se fait sur le site internet du CLEMI (www.clemi.org) :

- **pour les écoles et les établissements scolaires** : du jeudi 7 janvier au samedi 6 février 2010 ;
- **pour les médias** : du mardi 23 novembre au mardi 22 décembre 2009.

Chaque enseignant inscrit reçoit un code personnel avant de choisir les exemplaires qu'il souhaite recevoir. Ce code doit être soigneusement conservé. Moins de dix jours après leur inscription, les enseignants reçoivent à l'adresse qu'ils ont indiquée sur le site un récépissé d'inscription, un dossier pédagogique ainsi que trois affiches de la Semaine de la presse et des médias dans l'école.

Recommandations

La réservation des journaux doit être assurée uniquement par le responsable pédagogique du projet. Tous les titres ayant reçu un numéro de commission paritaire et qui sont en vente dans les kiosques peuvent participer à la Semaine de la presse et des médias dans l'école, quelles qu'en soient l'opinion, l'illustration ou la ligne éditoriale. C'est pourquoi il est particulièrement important que le choix des enseignants corresponde à un projet pédagogique précis et respecte le pluralisme des opinions d'une part, la sensibilité des élèves d'autre part. Dans la mesure où les sites internet participent à cette semaine, il appartient au responsable pédagogique de faire preuve de la plus grande vigilance à l'égard des sites qui risquent de présenter des informations orientées, des opinions réprouvées par la loi ou des images choquantes.

Partenaires

La Semaine de la presse et des médias dans l'école laisse toute latitude pédagogique aux équipes éducatives pour concevoir et organiser leur travail. Les enseignants intéressés par l'opération doivent contacter directement les professionnels des médias qu'ils souhaitent accueillir dans leurs classes. Leurs coordonnées sont disponibles sur le site du CLEMI.

À cet égard, il est recommandé de diversifier les intervenants. C'est pourquoi les enseignants peuvent solliciter :

- les journalistes des radios publiques ou associatives liées à la Semaine de la presse et des médias dans l'école ;
- les professionnels des 124 agences de presse adhérentes à la Fédération française des agences de presse - F.F.A.P. (www.ffap.fr) ;
- les journalistes adhérents à l'Union des clubs de la presse de France et francophones - U.C.P.F. (www.ucpf.org) ;
- les journalistes de l'Association des journalistes de l'information sociale - AJIS (www.ajis.asso.fr) ;
- les journalistes de l'Association française des journalistes agricoles, de l'alimentation, de l'environnement et de la ruralité - AFJA (www.afja.net) pour les établissements relevant de l'enseignement agricole.

En outre, il peut être utile de consulter le « MediaSig », un annuaire qui recense les coordonnées de 8 000 professionnels des médias nationaux (presse écrite, audiovisuelle, services de presse de l'administration, correspondants de la presse étrangère en France, etc.). Ce guide, vendu par la Documentation française, pourra être consulté gratuitement par les participants au mois de mars 2010 sur le site www.ladocumentationfrancaise.fr.

Les enseignants peuvent enfin trouver sur le site du CLEMI des informations pratiques et pédagogiques complémentaires afin de préparer leur Semaine de la presse et des médias dans l'école dans les meilleures conditions (coordonnées des professionnels des médias, des partenaires de l'opération et des coordonnateurs académiques du CLEMI, fiches pédagogiques, etc.).

Accompagnement pédagogique

À l'occasion de la Semaine de la presse et des médias dans l'école, le CLEMI et ses partenaires mettent à disposition une importante série de documents d'accompagnement :

- un dossier pédagogique réalisé par le CLEMI, composé de fiches disciplinaires (premier et second degrés), de fiches conseils et de fiches d'information. Conformément aux priorités définies par la circulaire de rentrée 2009 (circulaire n° 2009-068 du 20-5-2009), une fiche pédagogique portera plus spécifiquement sur la lutte contre les discriminations et sur la place des femmes dans les médias. Le concours « Les Olympes de la parole », organisé par l'Association française des femmes diplômées des universités (AFFDU), pourra s'inscrire dans le cadre de la Semaine de la presse et des médias dans l'école. Le thème retenu pour ce concours est le suivant : « En 2010, comment les médias peuvent-ils améliorer l'image de la femme dans une perspective d'égalité, entre les filles et les garçons, entre les femmes et les hommes ? » ;
- des dépêches en français, anglais, espagnol, arabe et portugais ainsi que des infographies et des photographies d'actualité proposées aux établissements participants par l'Agence France-Presse (A.F.P.) pendant le mois de mars 2010. Les ressources seront disponibles sur le site internet de l'AFP (www.afp.com) ;
- un mois d'abonnement à lemonde.fr pour les enseignants participants ;
- des classes de maîtres organisées par France 5, dont la projection d'un programme de la chaîne suivie d'une rencontre-débat entre des élèves et des membres de l'équipe de production (auteur, réalisateur, producteur ou protagoniste). Des vidéos sur le thème seront également disponibles sur le site internet de France 5 « Curiosphere.tv » ;
- des outils pédagogiques de comparaison du traitement des informations entre les journaux télévisés nationaux et internationaux, diffusés par TV5 Monde ;

- cinq modules vidéo expliquant aux enfants la conception d'un magazine, proposés par Bayard-Presses et le Web pédagogique. Les rédactions d'Astrapi et d'Okapi y présenteront leurs métiers en cinq étapes : rédacteur en chef, secrétaire de rédaction, directeur artistique, journaliste, fabricant. Ces vidéos seront téléchargeables gratuitement sur les sites du Web pédagogique (www.lewebpedagogique.com) et de Bayard-Presses (www.bayard-jeunesse.com) ;
- des fiches pédagogiques mises en ligne pour tous les titres envoyés aux enseignants par l'éditeur de presse Milan jeunesse ;
- un accès gratuit à PresseEdu, le service de la presse en ligne : les élèves participants pourront accéder via une interface à une vingtaine de titres (neuf quotidiens et dix magazines) et les enseignants pourront consulter des dossiers thématiques permettant une mutualisation des bonnes pratiques ;
- un accès au journal et au « Club » du quotidien d'information généraliste Mediapart ;
- des dossiers thématiques mis en ligne sur le site de réflexion critique sur les médias Arrêt sur images ;
- des milliers d'exemplaires du Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) et du Süddeutsche Zeitung (S.Z.), grâce au soutien de l'ambassade d'Allemagne, ainsi que des journaux espagnols et britanniques, grâce au soutien de l'Office pour l'Éducation de l'ambassade d'Espagne et du British Council ;
- un mois d'accès au Cambodge Soir Hebdo, hebdomadaire francophone traitant de l'actualité au Cambodge et en Asie du Sud-Est ;
- un logiciel de simulation « Fais ton journal ! », permettant aux établissements scolaires la création d'un journal, proposé par le Syndicat de la presse des jeunes ;
- une banque de fiches pédagogiques pluridisciplinaires sur l'actualité à destination des enseignants du premier et du second degrés, proposée par le site internet SCOOP! ;
- un mini-journal, diffusé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires par les Nouvelles messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.), présentant les quotidiens nationaux et les circuits de diffusion de la presse avec des coupons de réduction pour l'achat de quotidiens ;
- des films sur l'état de la presse dans le monde, mis à disposition des enseignants par l'Association mondiale des journaux (A.M.J.-W.A.N.).

Des contributions complémentaires pourront enrichir cette offre : elles seront annoncées sur le site internet du CLEMI.

Journaux scolaires et lycéens

Au même titre que la presse professionnelle, les élèves qui produisent un journal scolaire peuvent l'inscrire en tant que média à la Semaine de la presse et des médias dans l'école. La Poste accepte en effet d'acheminer cent exemplaires de cent journaux scolaires et lycéens. À cette fin, le responsable de publication doit inscrire son journal entre le mardi 23 novembre et le mardi 22 décembre 2009 dans la rubrique « médias » du site internet du CLEMI.

La Semaine de la presse et des médias dans l'école peut être l'occasion pour les écoles et les établissements scolaires de participer au concours national des journaux scolaires et lycéens Alexandre-Varenne organisé par le CLEMI, la Fondation Varenne, les associations Jets d'encre et Régions Presse Enseignement Jeunesse (ARPEJ). Ce concours est ouvert à tous les élèves de tous les niveaux.

Contribution au parcours de découverte des métiers et des formations

La Semaine de la presse et des médias dans l'école s'inscrit naturellement dans le processus de généralisation du parcours de découverte des métiers et des formations, tel qu'il est spécifié dans la circulaire n° 2008-092 du 11 juillet 2008 et peut en être un temps fort dès la classe de cinquième. C'est en effet l'occasion pour les enseignants de faire découvrir à leurs élèves la vie des entreprises par la lecture de la presse professionnelle : la Fédération nationale de la presse spécialisée, qui regroupe près de 1 500 publications, peut de ce point de vue être mobilisée. Par la suite, des visites en entreprises peuvent être organisées : journal local, imprimeur, routage, marchand de journaux mais aussi radios, télévisions, etc.

La Semaine de la presse et des médias dans l'école dans les établissements français à l'étranger

Uni-Presses, l'association chargée de promouvoir la presse française à l'étranger, et La Poste s'associent à la vingt et unième Semaine de la presse et des médias dans l'école. Tous les établissements français de l'étranger dépendant de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (A.E.F.E.) et de la Mission laïque française reçoivent en effet une cinquantaine de titres reflétant le pluralisme et la diversité de la presse française. À cette occasion, le concours « Paroles de presse », qui permet à des élèves d'interviewer un journaliste et d'écrire son portrait sous une forme journalistique, est reconduit. Cette année, le concours est ouvert aux dix-sept académies partenaires du réseau de l'A.E.F.E. Des informations complémentaires sur les modalités de ce concours sont disponibles sur le site

<http://scolafrance.info/parolesdepresse>

Bilan de l'opération

Le CLEMI dresse au niveau national un bilan des actions conduites dans le cadre de la Semaine de la presse et des médias dans l'école. Ce bilan fait l'objet d'une publication sous la forme d'un rapport national téléchargeable sur le site du CLEMI.

Il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'information concernant les modalités de participation soit largement diffusée dans les écoles et dans les établissements scolaires. Cette diffusion peut se faire via les coordonnateurs académiques du CLEMI ou par le biais des corps d'inspection territoriaux.

Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement
Luc Chatel

Mouvement du personnel

Nomination

Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche

NOR : MENI0917264D
décret du 29-9-2009 - J.O. du 1-10-2009
MEN - SASIG

Par décret du Président de la République en date du 29 septembre 2009, Anne-Marie Grosmaire, inspectrice générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de seconde classe, inscrite au tableau d'avancement pour l'accès au grade d'inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe établi au titre de l'année 2009, est nommée inspectrice générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe (1er tour).

Mouvement du personnel

Nominations

Organisation du service de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche - année scolaire et universitaire 2009-2010

NOR : MENI0900868A
arrêté du 13-10-2009
MEN - ESR - IGAENR

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 99-878 du 13-10-1999 modifié, ensemble articles R. * 241-6 à R. * 241-16 du code de l'Éducation et notamment article 3 ; arrêté du 23-12-2008 ; sur proposition du chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche

Article 1 - Sont désignés auprès du chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche, pour l'année scolaire et universitaire 2009-2010 :

- en qualité d'adjoint au chef du service

Henri Peretti, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

- en qualité de chefs de groupe territorial

. Ile-de-France (académies de Créteil, Paris et Versailles) : Henri Peretti, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

. Nord-Ouest (académies d'Amiens, Caen, Lille et Rouen) : Philippe Forstmann, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

. Est (académies de Besançon, Dijon, Nancy-Metz, Reims et Strasbourg) : Claudine Peretti, inspectrice générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

. Ouest (académies de Nantes, Orléans-Tours, Poitiers et Rennes) : Béatrice Gille, inspectrice générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

. Midi (académies de Bordeaux, Limoges, Montpellier et Toulouse) : Gérard Saurat, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

. Sud-Est (académies d'Aix-Marseille, Clermont-Ferrand, Corse, Grenoble, Lyon et Nice) : Christian Peyroux, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe.

Article 2 - Assurent en outre auprès du chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche une mission de coordination des travaux dans les domaines suivants :

. enseignement scolaire : Françoise Mallet, inspectrice générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

. enseignement supérieur : Bernard Dizambourg, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe ;

. recherche : Alain Billon, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe.

Article 3 - Le chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 13 octobre 2009

Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement

Luc Chatel

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Valérie Pécresse

Mouvement du personnel

Nomination

Centre régional de documentation pédagogique de l'académie de Dijon

NOR : MEND0900870A
arrêté du 18-9-2009
MEN - DGRH-DE B1-2

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement, en date du 18 septembre 2009, Annie Lemesle, personnel de direction, première classe, est nommée et détachée dans l'emploi de directeur du centre régional de documentation pédagogique (C.R.D.P.) de l'académie de Dijon, pour une première période de 3 ans, du 8 septembre 2009 au 7 septembre 2012.

Mouvement du personnel

Commissions administratives paritaires

Désignation des représentants de l'administration et du personnel à la commission administrative paritaire ministérielle des administrateurs civils affectés ou rattachés pour leur gestion au MEN et au MESR

NOR : MEND0900877A
arrêté du 6-10-2009
MEN - DGRH - DE B2-1

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 99-945 du 16-11-1999 modifié ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; arrêté du 20-12-2002 modifié ; procès-verbal des élections à la CAP ministérielle compétente à l'égard du corps des administrateurs civils du 9-7-2009 ; sur proposition du directeur de l'encadrement

Article 1 - Sont, à compter du 19 septembre 2009, nommés représentants de l'administration à la commission administrative paritaire du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche compétente à l'égard du corps des administrateurs civils :

Représentants titulaires

Thierry Bossard, chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche ; Claire Landais, directrice des affaires juridiques ; Roger Chudeau, directeur de l'encadrement ;
- Éric Bernet, chef de service, adjoint au directeur général des ressources humaines.

Représentants suppléants

Isabelle Roussel, chef de service, adjointe à la directrice des affaires juridiques ; Geneviève Guidon, chef de service, adjointe au directeur général des ressources humaines ; Catherine Daneyrole, chef de service, adjointe au directeur de l'encadrement ; Éric Piozin, chef de service, adjoint au directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle.

Article 2 - Sont, également à compter de la même date, nommés représentants élus du personnel à la commission considérée :

Représentants titulaires

Administrateurs civils hors classe : Hervé Latimier ; Patrick Lasserre.
Administrateurs civils classe normale : Coralie Waluga ; Bernard Gros.

Représentants suppléants

Administrateurs civils hors classe: Éliane Brouard ; Éric Peyre.
Administrateurs civils classe normale : Laurent Crusson ; Bruno Matteucci.

Article 3 - Le directeur de l'encadrement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 6 octobre 2009

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Annexe

Résultats des élections à la commission administrative paritaire du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche compétente à l'égard du corps des administrateurs civils

Scrutin du 9 juillet 2009

Nombre d'électeurs inscrits : H : 111 ; F: 35 = 146

Nombre de votants : 74

Pourcentage votants/inscrits : 50,68 %

Nombre de bulletins blancs ou nuls : 8

Nombre de suffrages valablement exprimés : 66

Nombre de suffrages obtenus par la liste S.G.E.N.-C.F.D.T. : 66

Informations générales

Vacance de poste

Administration centrale du MEN

NOR : MENA0900869V
avis du 5-10-2009
MEN - SAAM A1

Un poste de chargé de mission au bureau de la formation professionnelle initiale, de l'apprentissage et de l'insertion (DGESCO A2-3) au sein de la direction générale de l'enseignement scolaire du ministère de l'Éducation nationale est susceptible d'être vacant à compter du 1er octobre 2009.

Au sein de la sous-direction des formations professionnelles, le bureau de la formation professionnelle initiale, de l'apprentissage et de l'insertion est chargé des dossiers relatifs :

- à l'organisation et au cadrage juridique, administratif et pédagogique des formations professionnelles initiales dispensées sous statut scolaire et par apprentissage ;
- au pilotage de la mission générale d'insertion, destinée à des jeunes de plus de 16 ans en situation de risque de sortie prématurée du système éducatif ;
- à la gestion et au suivi des centres de formation d'apprentis à recrutement national ;
- au suivi de la réglementation de la taxe d'apprentissage ;
- et à l'accompagnement des responsables académiques en charge des formations professionnelles initiales.

Le chargé de mission sera principalement chargé :

- de l'accompagnement des membres du pôle L.P. du bureau : réflexion sur les travaux à engager, les groupes de travail à mettre en place, les documents à réaliser, ainsi que conseil et assistance, notamment sur : l'organisation des enseignements, la carte des formations, le baccalauréat professionnel en 3 ans, le lycée des métiers, les problématiques de prévention des sorties sans diplôme, les SEGPA, la découverte professionnelle, la protection des mineurs, les sections européennes...
- de l'expertise pédagogique et réglementaire : veille réglementaire, contribution à la rédaction de textes pédagogiques et réglementaires sur l'enseignement professionnel, examen et analyse de documents produits par d'autres services...
- de l'animation et accompagnement du réseau : mise en place et animation de groupes de travail, conseil et assistance auprès d'acteurs du terrain, rédaction de documents d'accompagnement ou de communication pour ces acteurs (brochures, guides, plaquettes, Éduscol)...
- du suivi et du développement de projets externes : participation à des projets conduits par d'autres services, à des travaux interministériels ou européens ou avec des partenaires extérieurs...
- de l'évaluation : conception et réalisation d'enquêtes, élaboration de bilans et de propositions...
- et de la représentation : accueil de délégations étrangères.

Le poste s'adresse à I.E.N.-E.T., expert de l'enseignement professionnel dans toutes ses dimensions, qu'il s'agisse d'aspects pédagogiques, réglementaires ou organisationnels. Il requiert des capacités d'analyse et de synthèse, de réactivité et d'adaptabilité à des sujets variés, des compétences avérées de représentation et d'animation, le goût certain du travail en équipe, ainsi qu'une bonne connaissance des outils informatiques.

Personnes à contacter : Jean-Marc HUART, sous-directeur, tél. 01 55 55 37 31 ; Marie-Véronique Patte-Samama, chef de bureau, tél. 01 55 55 32 20.

Les candidatures (lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae) devront parvenir par la voie hiérarchique, dans un délai de quatre semaines à compter de la parution du présent avis, au ministère de l'Éducation nationale, secrétariat général, service de l'action administrative et de la modernisation, bureau SAAM A1, 44, rue de Bellechasse, 75007 Paris. Un double du dossier de candidature sera transmis à la direction générale de l'enseignement scolaire, 110, rue de Grenelle, 75357 Paris 07 SP.

Informations générales

Vacance de poste

IUFM de l'académie de Strasbourg

NOR : ESRS0900395V
avis du 5-10-2009
ESR - DGESIP

Les fonctions de directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres (I.U.F.M.) de l'académie de Strasbourg, école interne de l'université de Strasbourg, sont déclarées vacantes.

Conformément aux dispositions de l'article L. 713-9 du code de l'Éducation, le directeur est choisi dans l'une des catégories de personnels ayant vocation à enseigner dans l'école, sans condition de nationalité. Le directeur est nommé par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur sur proposition du conseil d'école. Son mandat est de cinq ans renouvelable une fois.

Les dossiers de candidature, comprenant notamment un curriculum vitae, devront parvenir, dans un délai de deux semaines à compter de la parution du présent avis au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche au président de l'université de Strasbourg, 4, rue Blaise-Pascal, 67081 Strasbourg cedex.

Les candidats devront adresser une copie de leur dossier au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle, service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, D.G.E.S.I.P. A3, 1, rue Descartes, 75231 Paris cedex 05.